



**PRÉFET  
DE LA  
CÔTE-D'OR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Bourgogne-Franche-Comté**

**Unité Départementale de la Côte-d'Or**

**ARRETE PREFECTORAL N° 109 DU 16 janvier 2023**

Portant mise en demeure de respecter diverses prescriptions applicables

----

**Société SOCARNOD**

Carrière située au lieu-dit « En Tarcot »  
sur la commune de CHANCEAUX (21440)

----

Le Préfet de la Côte-d'Or

**VU** le code de l'environnement, et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1, L. 514-5 ;

**VU** le code de justice administrative ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2005 autorisant la société SOTARCOT à exploiter, pour une durée de 22 ans, une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires sur la commune de CHANCEAUX au lieu-dit « En Tarcot » ;

**VU** le courrier du 10 juin 2015 déclarant le transfert de l'autorisation d'exploiter de la carrière susmentionnée à la société SOCARNOD, à la date du 2 avril 2015, du fait de la dissolution sans liquidation de la société SOTARCOT et de la transmission universelle de son patrimoine à son associé unique ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 15 décembre 2022, transmis à l'exploitant par courrier du 15 décembre 2022, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**VU** le projet d'arrêté transmis le 21 décembre 2022 à l'exploitant en application de l'article L. 171-6 du code de l'environnement ;

**VU** les observations présentées par l'exploitant sur ce projet d'arrêté par courriel du 22 décembre 2022 ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 2. de l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2005 susvisé dispose :

- article 2. : « L'établissement, objet de la présente autorisation, est composé principalement d'une carrière à ciel ouvert, d'une superficie totale de 15ha 04a 90ca sur un gisement exploitable de 82 500 tonnes (annexe 1).

*Commune de CHANCEAUX – Parcelles :*

- Section ZT, n° 13 (partie) [1 ha 76 a 00 ca]
- Section ZT, n° 14 [87 a 50 ca]
- Section D, n° 449 (partie) [12 ha 41a 40 ca]

*La surface autorisée inclut les zones de protection définies à l'article 19, elle correspond à la surface à remettre en état. »*

**CONSIDÉRANT** que l'article L. 181-14 du code de l'environnement dispose :

« [...] »

*En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32. »*

**CONSIDÉRANT** que l'article R. 181-46 du code de l'environnement dispose :

*« II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. »*

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite du 7 septembre 2022, l'inspecteur de l'environnement (spécialité ICPE) a constaté que, d'après le plan topographique du 29 mai 2015, à l'entrée du site, la parcelle ZT n°13 a été décapée et utilisée (base vie, merlons de terre) à l'extérieur du périmètre autorisé sur environ 8000 m<sup>2</sup>.

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles L.181-14 et R.181-46 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L. 171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure, la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

**CONSIDÉRANT** que la régularisation de la modification consistant en l'extension géographique du site peut être effectuée par l'exploitant soit en étant portée à la connaissance du préfet, soit directement en procédant à la cessation d'activité sur la zone concernée ;

**CONSIDÉRANT** que, compte tenu de ce qui précède, il convient de mettre en demeure l'exploitant de régulariser, dans des délais déterminés, la modification ;

**SUR** proposition du Secrétaire général de la Préfecture ;

## ARRÊTE

### Article 1 : Objet

La société SOCARNOD (SIREN : 388 082 349) dont le siège social est situé 9 RUE DU MOULIN 89390 CRY, est mise en demeure de régulariser la modification, consistant en l'extension géographique de la carrière de Chanceaux non portée à la connaissance du préfet, dans un délai de 12 mois. A cet effet, la société SOCARNOD :

- dépose un dossier de porter-à-connaissance de modification complet et régulier en préfecture ;
- ou cesse ses activités sur cette extension géographique et procède à la remise en état prévue à l'article L. 512-6-1 du code de l'environnement.

Les délais intermédiaires pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- dans les deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fait connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;
- dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, l'exploitant notifie l'arrêt définitif des installations dans les trois mois à compter de la notification du présent arrêté, et fournit, dans les douze mois à compter de la notification du présent arrêté, les attestations prévues aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-3 du code de l'environnement ;
- dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de porter-à-connaissance de modification, ce dernier doit être déposé dans un délai de douze mois à compter de la notification du présent arrêté. L'exploitant fournit dans les trois mois à compter de la notification du présent arrêté les éléments justifiant du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'étude..., etc.) ;

L'extrait du plan du 29 mai 2015, localisant l'extension en dehors du périmètre autorisé (rectangle délimité par les merlons de terre arable et le périmètre autorisé figuré en pointillés rouges), est annexé au présent arrêté.

## **Article 2 : Sanctions**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

## **Article 3 : Notification et Publicité**

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société SOCARNOD.

## **Article 4 : Voies et délais de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## **Article 5 : Exécution**

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or, M. le Maire de la commune de Chanceaux, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie leur est adressée.

Fait à DIJON, le 16 janvier 2023

Le Préfet  
Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,

SIGNE

Frédéric CARRE

